



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Stop à l'agression israélienne

Actuellement, la situation ne fait que de se dégrader aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie, dans cette dernière l'armée intervient au prétexte de rechercher des membres du Hamas. De plus, les colons tentent d'expulser les communautés bédouines.

Du 7 au 20 octobre, 545 personnes ont été expulsées, près d'une centaine ont été tuées et plus de 1200 blessées.

La situation est beaucoup plus dramatique à Gaza où la population manque de tout : eau, nourriture, médicaments... et où le prétendu "couloir humanitaire" n'a qu'un rôle symbolique.

Le bilan des attaques israéliennes se montait au 1-11-2023 à 8796 morts dont 3648 enfants. N'est-ce pas, comme Didier Fassin l'écrivait ce matin, "le spectre d'un génocide" ? Et pendant ce temps, le ministère israélien des renseignements a élaboré un plan de déportation des Gazaouis dans le désert du Sinaï. Fantasme ? Les Gazaouis n'auraient-ils plus que le choix entre deux risques existentiels, génocide ou déportation ?

A nous de leur apporter tout notre soutien et de faire pression sur notre gouvernement pour que cesse cette barbarie du pouvoir israélien fascisant.

Halte au massacre à Gaza !

La France doit exiger un Cessez-le-feu immédiat !

L'armée israélienne soumet la Bande de Gaza à des bombardements d'une violence inouïe et à un blocus total qui prive la population d'eau, de nourriture, de médicaments. Les hôpitaux, lorsqu'ils fonctionnent, opèrent aujourd'hui sans anesthésiques.

En Cisjordanie occupée, la population palestinienne est soumise à la violence redoublée de l'armée et des colons ainsi qu'à un bouclage du territoire.

Nous demandons un cessez-le-feu immédiat à Gaza, la fin des bombardements, des offensives terrestres et des déplacements forcés de populations, ainsi que la levée immédiate du blocus.

Nous exigeons que la France s'engage activement dans ce sens.

Nous rendons hommage à l'ensemble des populations civiles, palestiniennes et israéliennes, victimes de crimes de guerre. Chaque vie compte.

Une paix juste et durable ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, de l'arrêt de la colonisation et de la fin de l'occupation israélienne, dans le respect de l'ensemble des résolutions de l'ONU.

■ **Cessez-le feu immédiat !**

■ **Arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population !**

■ **Levée immédiate du blocus !**

■ **Protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie !**

■ **Les libertés d'expression et de manifestation, libertés démocratiques fondamentales, doivent être respectées.**

Nous appelons à nous rassembler sur les bases de cet appel et à organiser, en solidarité avec le peuple palestinien, des marches contre la guerre partout en France le samedi 4 novembre.

31 octobre 2023

Collectif National pour une Paix Juste et Durable
entre Palestiniens et Israéliens- dont ENSEMBLE! est membre

Tribune :

Nos camarades de la commission Palestine d'ENSEMBLE! ont demandé la publication de cette mise au point, rédigée par les six membres de son équipe d'animation, suite au contenu de la première page de notre dernière lettre.

Réactions émotionnelles, pressions des droites et des médias, confusions politico-sémantiques, obsession victimaire, tempête de « fake news »... autant de facteurs, objectifs ou subjectifs, à l'origine de certaines positions, affichées dans La lettre d'ENSEMBLE! Spéciale Israël Palestine, que notre Commission-ne partage pas.

Il est clair que nous sommes tous, en tant qu'êtres humains, « bouleversés » par ce qui s'est passé dans le sud d'Israël, par les jeunes gens et les enfants assassinés, etc.

Mais nous sommes aussi des militants politiques qui nous livrons à des analyses politiques. Si ces faits relèvent d'une « politique de la terreur et de crimes de guerre » commis par une milice, alors il convient de souligner, avec au moins autant de force, que l'armée régulière de l'État d'Israël, mène également une politique de terreur et commet des crimes de guerre contre tout le peuple palestinien, de Gaza à la Cisjordanie et Jérusalem.

Selon nous, cette politique et ces crimes sont à marteler en priorité dans toutes nos interventions parce qu'ils sévissent depuis plus de 75 ans, que s'ils sont d'égale horreur, ils sont sans commune mesure, numériquement, avec ceux commis par le Hamas, et surtout parce que, en tant que militants internationalistes et anticolonialistes, nous ne confondons pas occupant et occupé, colonisateurs et colonisés, oppresseurs et opprimés.

Le Hamas est un parti politique palestinien, issu des Frères musulmans, islamiste et rigoriste, possiblement « antisémite » et « antisioniste ». Ce parti dispose d'une branche armée forte de milliers de combattants.

Le Hamas fait partie intégrante-de ce que notre camp anticolonialiste appelle la Résistance palestinienne, et que tous les sionistes désignent par le terme générique, polysémique et apolitique de « terroriste ». Que le Hamas procède à ces actions de terreur contre les populations civiles, chacun le sait, et on doit le condamner. Mais ce « terrorisme » ne disqualifie en rien, la cause palestinienne et la lutte de ce peuple pour ses droits et sa dignité.

C'est dans ce cadre général, et celui du blocus impitoyable de Gaza depuis 16 ans, qu'il convient de placer le 7 octobre. Qui peut dire aujourd'hui, quand on ne sait même pas le nombre exact de morts, ce qu'il s'est vraiment passé lors de cette terrible journée ? Ce dont on est sûr, c'est une attaque de plusieurs centaines de combattants (pas tous du Hamas), franchissant « la barrière de sécurité » et prenant d'assaut dans un premier temps-des postes militaires et de police, tuant des soldats et auxiliaires et faisant plusieurs dizaines de prisonniers de guerre, et pas des « otages ».

Nous tenons à affirmer, en tant que Commission, que nous n'avons pas à juger cette action militaire visant à forcer le blocus. Comme le reconnaît le Droit international, un peuple opprimé est parfaitement légitime à utiliser tous les moyens, militaires compris, pour recouvrer ses droits.

Que s'est-il passé ensuite ce 7 octobre ? A l'évidence, certaines brigades se sont repliées dans Gaza avec leurs prisonniers ; d'autres ont massacré des civils de façon effroyable et pris ainsi d'authentiques otages. Nous condamnons de la façon la plus ferme ces actions au nom de notre humanité.

Quoi qu'il en soit, qui peut dire aujourd'hui ce qui se passe dans la tête d'un combattant palestinien qui n'a jamais connu que l'humiliation et la négation de son peuple ? A notre avis, les victimes n'ont pas été assassinées « parce que juives » (dans un contexte où le sens des mots diffère), mais parce que citoyennes de l'État colonial israélien.

Aujourd'hui des centaines de milliers d'enfants, de blessés, de malades, de personnes fragilisées par les privations sont en danger de mort ; la « démocratie » israélienne interdit l'accès des journalistes et photoreporteurs à Gaza et coupe internet car elle veut massacrer en silence, sans images.



Un génocide, une nouvelle déportation, une nouvelle Naqba sont peut-être en cours. Il y a urgence.

CESSEZ L'ENFER ! CESSEZ LE FEU !

Immigration :

Mobilisation contre la loi Darmanin !

Le projet de loi Darmanin sur l'asile et l'immigration arrive au Sénat le 6 novembre.

Depuis vingt ans, le Code de l'Entrée et du séjour des Etranger.es et Demandeurs d'asile a été modifié 22 fois dans un sens plus sécuritaire, plus attentatoire au droit des personnes. Bilan: plusieurs centaines de milliers de personnes vivent et travaillent en France sans titre de séjour, dans une grande précarité et dans des secteurs d'emplois pénibles et sous payés.

La régularisation des travailleurs sans papier est d'une actualité brûlante (cf ci-contre).

Ce sont les invisibles, les indispensables, dans les services à la personne, dans le bâtiment, dans la restauration...

Ce sont ces jeunes arrivé.es mineur.es qui ont été scolarisé.es, ont obtenu des diplômes et travaillent.

Ce sont nos voisins, les camarades de classe, des bénévoles dans les associations, nos ami-e-s, nos compagnes, nos compagnons, nos parents. Des citoyen-e-s au coeur de la cité, qui paient des impôts, qui cotisent.

Les migrations sont une réalité de notre monde globalisé. Des populations se déplacent, pour fuir les guerres, la misère, la répression, le dérèglement climatique, étudier, travailler.

Les politiques européennes les transforment en drame humain aux portes de l'Europe.

Le thème de l'immigration a été imposé par l'extrême droite dans le débat public, à coup de mensonges, de slogans simplistes, de discours haineux. Il est repris par la droite et utilisé par Darmanin et la majorité.

L'heure est à la mobilisation pour empêcher le vote de cette loi et obtenir des régularisations massives (comme en Espagne par exemple).

Le Collectif contre une Immigration Jetable appelle à une première journée de mobilisation lundi 6 novembre devant le Sénat.

<https://blogs.mediapart.fr/uni-es-contre-limmigration-jetable/blog/010223/appel-uni-es-contre-l-immigration-jetable-pour-une-politique-migratoire-d-ac>

Régularisation des travailleurs sans papiers

Afin d'obtenir leur régularisation, des sans papier travaillant sur les chantiers des JO ont enclenché une grève. Très rapidement reçus par Bouygues et les 3 sous traitants, les sans papiers grévistes ont obtenu la signature d'un accord cadre de régularisation. La vigilance s'impose pour sa mise en pratique.

Le contenu du projet de loi Darmamin : les mesures les plus médiatisées

- **La régularisation ar le travail dans les métiers en tension.** Cette régularisation par le travail existe déjà. Seule avancée dans ce projet de loi, elle serait de plein droit et non soumise à l'avis du Préfet.
- **Remplacement de l'Aide Médicale d'État (AME) par l'Aide Médicale d'urgence** qui va réduire notamment l'accès aux soins. Laisser des personnes sans accès aux soins est non seulement inhumain mais c'est aussi une aberration en matière de santé publique. L'AME n'est demandée que par la moitié des ayants droit.
- **Rendre plus difficile l'acquisition de la nationalité française ou d'un titre de séjour à 18 ans pour les enfants ayant grandi en France: véritable machine à fabriquer des étrangers ... qui n'en sont pas !**
- *Sur les refus de titre de séjour, les Obligations de Quitter le Territoire Français, les expulsions, les Interdictions de Retour, le texte aggrave l'existant*

DESINFOX

<https://www.desinfoxmigrations.fr/contenus/fiches-de-d%C3%A9cryptage>



Où va la NUPES ?

Rien ne va plus à Dallas-sur-Nupes. Presque tous les jours, nous voyons sur grand écran un nouvel épisode tragi-comique dans ce qui n'est hélas que la première saison, que l'on peut craindre être également la dernière. C'est le combat des chefs, alimenté par les mots doux de Sofia Chikirou envers Fabien Roussel ou les délires mégalomaniques et victimaires de Mélenchon qui, dans un billet de blog ahurissant (« Tuer le père ») attaque dans son propre camp un « quarteron de mécontents de tout ».

Depuis le 7 octobre et les divergences sur la caractérisation du Hamas, l'éclatement semble consommé. Heureusement, des résistances s'expriment : malgré la résolution du conseil national qui appelle à la construction d'un nouveau « front populaire » sans LFI, les députés du PCF refusent de quitter l'inter-groupe à l'assemblée. Au PS, un moratoire sur la participation à la Nupes a été voté, contre ceux qui voulaient la quitter immédiatement. A l'assemblée, quelques député-e-s veulent maintenir l'union, parmi lesquel-le-s, Guedj (PS), Bayou (EELV), Autain, Garrido, Corbière, Ruffin (LFI), Faucillon (PCF).

Dans ces deux premiers paragraphes, n'y a-t-il pas des absents ? Où sont les militant-e-s, les électeurs et électrices, les citoyen-ne-s ? Tout se joue dans leur dos, sur leur dos. La NUPES paye le prix d'avoir été conçue comme une alliance électorale, sans que leurs dirigeant-e-s n'envisagent de concrétiser cette union à la base, par des assemblées citoyennes, dans les villes, les villages, les quartiers, ou toutes autres structures dans lesquelles les militant-e-s se seraient retrouvés pour militer ensemble. Cela aurait peut-être pu éviter les tentations centrifuges lorsque pointe une échéance électorale et que le financement des partis est en jeu.

Faut-il acter la fin de la NUPES ? Non, car si elle avait réussi à s'unir en juin 2022 sur un programme de 650 propositions, il existe encore aujourd'hui un socle programmatique commun qui permet de s'unir pour les élections européennes. Le « Forum des jeunes de la NUPES » l'a bien compris, qui a écrit un programme de 166 propositions pour une Europe sociale et solidaire. La NUPES reste aujourd'hui, malgré ses fragilités et les égos, le seul cadre unitaire, qu'il s'agit maintenant d'ancrer à la base. C'est difficile dans la période actuelle, mais d'autant plus nécessaire.

A un professeur assassiné

ENSEMBLE! tient à exprimer ses condoléances à la famille de Dominique Bernard, assassiné le 13 octobre dernier par un fanatique islamiste en tentant de protéger élèves et collègues. Nous réaffirmons aussi, bien évidemment, notre soutien sans faille à tous les personnels de l'Education Nationale, effarés par ce nouvel assassinat.

Trois ans presque jour pour jour après l'assassinat de Samuel Paty, ce fanatique cherchait un professeur d'histoire, sans doute désireux de s'attaquer à un.e enseignant.e qui tente d'expliquer rationnellement aux élèves les tenants et aboutissants de l'actualité. **Ce fanatisme représente un des dangers d'extrême droite contre lequel il faut lutter sans relâche. Et rien ne saurait l'excuser.**

Après, il y a la manière dont les pouvoirs publics réagissent, notamment le nouveau Ministre de l'Education. Entre exclusions d'élèves n'ayant pas été corrects lors de l'hommage à Dominique Bernard (élèves qu'il ne s'agit pas non plus d'absoudre) et projet de centres fermés pour accueillir des élèves « radicalisés », c'est une réponse aberrante. Attal veut se montrer « dur » et rivaliser avec Darmanin : ses propositions ne pourront qu'accentuer l'islamophobie et accroître les risques de radicalisation islamiste en réaction.

Il y a une réponse progressiste à apporter. C'est d'une part le soutien aux enseignant.es et à leur travail d'explication auprès des élèves, un travail qui exige de la patience, mais qui porte souvent ses fruits. Et une autre politique dans l'Education Nationale, une politique qui augmente les effectifs à tous les niveaux de l'école au lieu de les diminuer. C'est comme cela que les enseignant.es, plus qu'inquiet.es des menaces qui pèsent sur elles et eux, et qui viennent aussi de l'extrême droite zemmouriste, se sentiront soutenu.es.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

